SE NOURRIR, **BIEN SE NOURRIR !**

Nécessité physiologique d'abord, se nourrir correctement est une véritable conquête. Pour chacun et pour la collectivité, autrement dit pour le vivre ensemble : *Panem et circenses* (du pain et des jeux) ! Cette expression ironique de Juvenal souligne l'importance de l'alimentation pour la stabilité politique. Se nourrir à sa faim relève de la dignité humaine car c'est la vie même qui est en jeu. Cela semble heureusement aller de soi dans des sociétés où la conquête alimentaire est réalisée, globalement du moins. Le temps n'est hélas pas si loin où Luis Buñuel pouvait immortaliser des situations de famine dans les montagnes de Las Hurdes en Espagne, terres enclavées qui voyaient mourir de faim hommes, femmes et enfants, il y a moins d'un siècle. Dans ces confins de la Castille et de l'Estrémadure, là où les rapaces guettaient leurs proies, ce sont les restaurants qui attirent aujourd'hui les touristes de passage. Que de chemin parcouru grâce à l'appétit de développement des hommes !

La faim n'a pour autant pas disparu de l'espace méditerranéen. Des émeutes du pain sont venues rappeler en 2008 la précarité de ladite sécurité alimentaire en certains endroits du bassin. Et dans les sociétés globalement satisfaites, voire repues, on meurt encore de faim parce que la disponibilité des aliments n'en garantit pas forcément l'accès aux plus pauvres.

Se nourrir, c'est aussi un acte socioculturel. Qui mieux que les Méditerranéens peuvent en faire la démonstration ? Le plaisir de la table est entretenu par des cuisines méditerranéennes, véritables mémoires vivantes d'une histoire brassée. Souvent savantes, la plupart de ces gastronomies s'exportent. Le régime crétois est montré comme la quintessence d'une cuisine dont les goûts excitent les papilles, tandis que ses équilibres intéressent diététiciens, médecins et citoyens.

Mais ne nous-y trompons pas : ces cuisines saluées dans le monde entier, médicalement reconnues comme saines, sont au fil du temps, plus souvent et plus rapidement que jamais, abandonnées au profit d'autres plus réputées pour leur surcharge calorique que pour la finesse de leurs mets. L'insécurité alimentaire qualitative doit nous préoccuper tout autant que la sous-nutrition, car les risques sanitaires et économiques sont considérables. La conquête alimentaire que l'on croyait définitivement réussie est tout simplement entrée dans une nouvelle phase.

APPROVISIONNEMENTS
QUELLE SÉCURITÉ ?

La sécurité alimentaire est pour des raisons évidentes une préoccupation politique très ancienne. La Méditerranée n'y fait pas exception : les pharaons avaient déjà organisé en Égypte tout un système de stockage des récoltes pour prévenir les famines en période de basses eaux. Le concept de sécurité des approvisionnements n'a cessé depuis d'évoluer. Longtemps assimilée à l'autosuffisance pour chaque pays, la sécurité alimentaire a été définie en 1976 par la FAO : « Elle est assurée quand toutes les personnes, en tout temps, ont économiquement, socialement et physiquement accès à une alimentation suffisante, sûre et nutritive qui satisfait leurs besoins nutritionnels et leurs préférences alimentaires pour leur permettre de mener une vie active et saine. » Il n'est plus question ici d'autosuffisance, mais d'un accès des populations aux produits alimentaires, lequel peut être assuré par la production et/ou le commerce. Dans les pays du Nord du bassin, la production locale contribue pour une large part aux approvisionnements. En revanche, dans les PSEM, exception faite de la Turquie, les approvisionnements sont fortement assurés par le commerce, voire, dans certains cas, par l'aide alimentaire. Le solde des calories produites et des calories consommées pays par pays démontre que le Sud a besoin de recourir fortement aux importations pour conforter sa sécurité alimentaire. Ces considérations à l'échelle des États ne doivent pas occulter le fait que même quand la disponibilité alimentaire est suffisante, l'accès individuel à la nourriture n'est pas pour autant assuré. Il dépend notamment de la capacité économique et sociale de chacun, ce qu'Amartya Sen a théorisé en observant les phénomènes de famine.

IMPORTATIONS ET SUBVENTIONS AU SUD

On croyait, grâce au commerce, voir le risque d'insécurité alimentaire s'éloigner en ce début de millénaire, au moins dans cette région du monde. Les « émeutes de la faim » de 2007-2008 sont hélas venues rappeler combien la fragilité alimentaire de certains pays demeure forte. L'Égypte et le Maroc ont été le théâtre de soulèvements qui ont révélé la précarité de leur situation, même si ces mouvements sociaux plutôt urbains ont été limités en comparaison de ce qui s'est produit ailleurs dans le monde. L'existence de mécanismes de subventions aux produits de base relève de choix de politique alimentaire, destinés à la stabilité intérieure : ils concernent en Algérie le pain, la farine, la semoule, le lait et l'huile ; en Tunisie, trois filières de produits reçoivent des subventions, le lait, le pain et la farine ; au Maroc, seul le sucre et un contingent annuel de 1 million de tonnes de farine de blé tendre bénéficient des aides de l'État ; en Égypte, les prix du pain et de la farine sont fixés et accessibles à l'ensemble de la population nationale, alors que le riz, le sucre et l'huile entrent dans un système de carte d'approvisionnement qui module les subventions aux consommateurs en fonction de leur revenu. Même si, à certains endroits, ces systèmes ont révélé quelques défaillances au point d'observer des troubles sociaux, leur efficacité est bien réelle, mais ils demeurent coûteux ; la récurrence des crises pourrait finir par être très problématique, surtout si la tendance à la dégradation des balances commerciales agricoles se poursuit dans les PSEM.

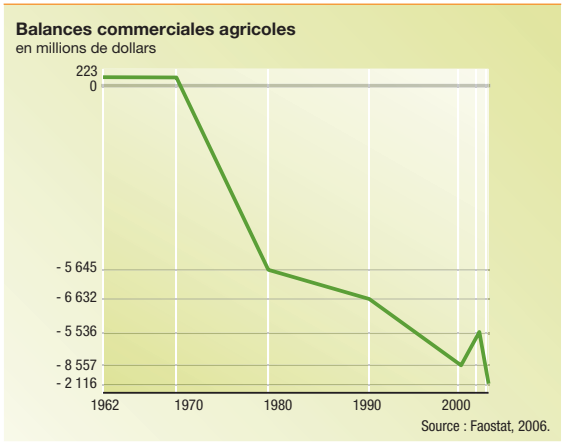
Une dépendance céréalière critique. Malgré des efforts de modernisation agricole (politique hydraulique, bonification foncière), la production n'augmente pas aussi rapidement que les besoins d'une population en forte croissance, creusant ainsi les déficits au Sud et à l'Est. La rareté des ressources naturelles (sols et eau) aggrave cette situation en particulier en Algérie, en Égypte, au Maroc, en Tunisie, au Liban et en Jordanie. Parmi les produits importés, les céréales représentent les volumes les plus importants. Cette tendance est bien sûr liée aux habitudes alimentaires des PSEM, mais aussi au fait que le développement de la part de protéines animales dans l'alimentation quotidienne décuple le besoin de céréales (il faut environ sept calories végétales pour produire une calorie animale). Les pays d'Afrique du Nord (du Maroc à l'Égypte) sont très dépendants des importations de céréales : en 2007-2008, ils captaient près de 19 % des importations mondiales de blé alors qu'ils ne représentent que 2 % de la population mondiale. Cette dépendance ne cesse de s'accroître avec le temps.

L'AIDE ALIMENTAIRE RECULE, LE RISQUE-PRIX DEMEURE

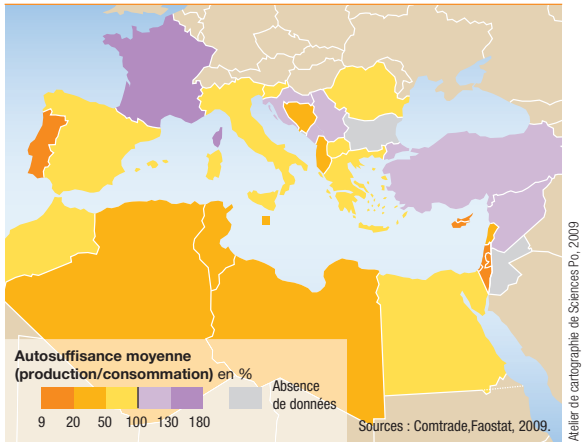
Toutefois, il est intéressant de noter que cette dépendance alimentaire croissante ne s'accompagne pas d'un essor de l'aide alimentaire. Au contraire même, puisqu'elle a fortement reculé depuis 1990 dans les zones où elle avait pu être élevée. Cette contraction est liée à la stabilisation politique de la région (fin de la guerre en ex-Yougoslavie et au Liban, mais aussi abandon d'une planification peu stimulante en Albanie), sans oublier que l'aide alimentaire a pu dans les années 1980 servir de sorte de *dumping* aux États-Unis, désireux de reprendre des parts de marché à une Europe devenue excédentaire. Depuis lors, dans le cadre de l'OMC, ces dispositifs de soutien direct aux exportations sont interdits. Malgré un net recul, l'aide alimentaire reste cependant importante dans les Territoires palestiniens (raisons géopolitiques) et en Mauritanie (mobiles politiques et économiques). Cette décroissance de l'aide alimentaire ne doit pas faire oublier que les PSEM sont très dépendants des importations agricoles : ils paraissent davantage en mesure de se procurer leur alimentation par le commerce, mais sous réserve que de fortes variations de prix des produits agricoles n'entravent l'accès aux pays les plus fragiles. Dans les PSEM,

où certains produits de base sont subventionnés, les risques sont avant tout budgétaires. Du point de vue de la sécurité alimentaire, le risque est surtout nutritionnel, les populations étant portées alors à acheter des produits subventionnés pour assurer leurs besoins caloriques mais cela au détriment de l'équilibre alimentaire. En outre, au cours de ces crises, le développement de commerce au noir se retourne contre les plus pauvres. On observe d'ores et déjà que l'Afrique du Nord et le Moyen-Orient connaissent la plus forte augmentation de la sous-alimentation depuis le début du millénaire (13,5 %). Face à cette réalité, il est impératif que les réponses soient locales, nationales, infra-régionales (Maghreb) et régionales (la Méditerranée, voire l'Euro-Méditerranée). Les moyens d'action sont multiples allant de la création de stocks stratégiques au désenclavement des régions les plus reculées. ■

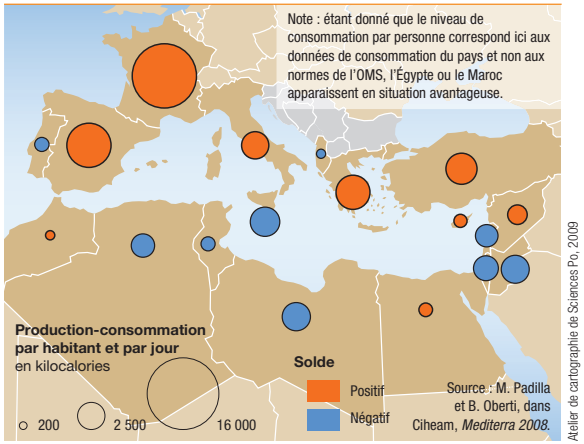
BALANCES AGRICOLES DES PSEM, 1962-2004



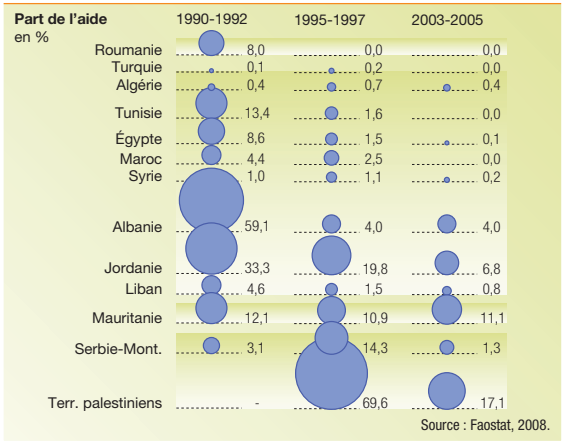
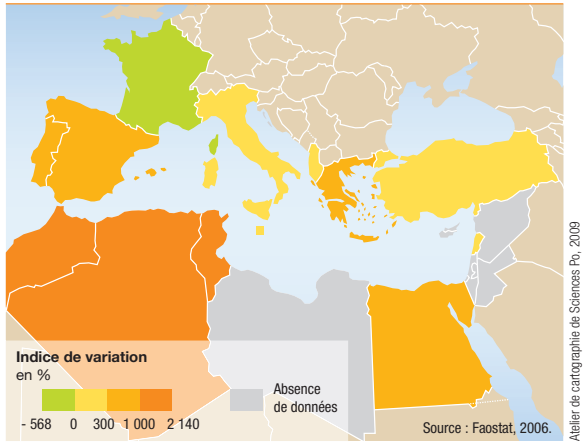
AUTOSUFFISANCE EN CÉRÉALES, 2000-2007



SURPLUS/DÉFICIT ALIMENTAIRE PAR HABITANT, 2004



L'AIDE DANS LA CONSOMMATION ALIMENTAIRE



LES IMPORTATION NETTES DE CÉRÉALES, 1963-2003